DÉÇU PAR LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS ET LE PRIVÉ

Temmar veut se tourner vers le secteur public

Visiblement déçu du peu d'engagement des investisseurs étrangers et du privé, le ministre de l'Industrie, Abdelhamid Temmar pense qu'il est temps de se tourner vers le secteur public afin de booster la production nationale.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - En marge de l'inauguration du 3e Salon professionnel international de l'industrie, tenu à la Safex du 18 au 21 octobre, Temmar n'a pas caché hier son mécontentement vis-à-vis des investisseurs étrangers et du secteur privé.

«Nous avons ouvert les portes aux investisseurs étrangers, dans le but de booster l'économie nationale et créer de l'emploi, mais malheureusement ils ont seulement choisi les secteurs qui les intéressent. Or, aujourd'hui, la stratégie et la politique de l'Algérie tournent essentiellement autour de la relance de la production nationale.

C'est pour ces raisons que nous n'avons plus de temps à perdre à attendre notamment le secteur privé qui reste hésitant et évite de s'engager dans les secteurs-clés», a-t-il indiqué d'emblée, tout en précisant que «le gouvernement n'est plus en mesure d'attendre la résignation des uns et des autres et doit immédiatement prendre les choses en main», car, a-t-il ajouté : «l'Etat est le seul et premier responsable de l'économie nationale».

Interrogé sur le risque de voir l'histoire se répéter après la décision du gouvernement de venir au secours des entreprises publiques, compte tenu des mauvaises expériences du passé, le ministre a tenu à préciser qu'à ce stade-là, le gouvernement ne se réveille pas le matin pour décider d'une chose.

«Pensez-vous que le gouvernement prenne des décisions à l'aveuglette sans pour autant faire des analyses et prendre en considération les mauvaises expériences du passé ?», a-t-il souligné tout en précisant qu'avec la crise mondiale, qui est plus ou moins résorbée sur le plan financier mais qui est loin de l'être sur le plan de la production, le gouvernement ne peut s'aventurer et s'engager dans de telles opérations d'envergure sans qu'il prenne les dispositions nécessaires.

Photo : Samir Sid

L'objectif de Temmar, relancer la production nationale.

C'est pour ces raisons-là, indique-t-il, que l'Algérie doit plus que jamais développer son appareil de production. «Nous avons lancé une opération de telle manière à redresser et faire démarrer la machine industrielle, afin de promouvoir la production nationale et créer de l'emploi. C'est pour cela que nous avons décidé de venir au secours du secteur public et voir quelles sont les industries les plus importantes pour le redressement de la production nationale», a-t-il indiqué. Pour ce faire, Temmar a rappeler l'importance de la contribution des partenaires étrangers et nationaux, car, a-t-il souligné, «l'Etat ne veut pas être seul dans cette opération», avant d'ajouter que dans certains secteurs, les partenariats se feront uniquement entre le secteur public et le secteur privé.

Par ailleurs et abordant le chapitre du lancement de l'industrie automobile, Temmar s'est interrogé sur certains propos rapportés par la presse qui soutiennent que l'Algérie aura sa propre voiture dans dix ans. «Je n'ai jamais dit ça, et pourtant il y a certains journaux qui me l'ont fait dire ! Effectivement nous avons eu l'intention ferme d'avoir une industrie automobile, mais il faut savoir qu'il s'agit là d'un engagement de l'Etat et d'une décision politique et non pas la mienne», a-t-il conclu.

M. M.

MICRO-FINANCE

Une institution inexistante en Algérie

97 000 projets ont été créés dans le cadre du micro-crédit. Ce mécanisme, dont le montant d'investissement s'élève à 207 milliards de dinars, devait créer 275 emplois. Que sont devenus ces projets ? En l'absence d'une institution de micro-finance, les promoteurs sollicitent les banques. C'est là toute la problématique, selon Djamel Djerad, expert-comptable.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Agence nationale de l'emploi de jeunes (Ansej), Agence nationale de la gestion du micro-crédit (Angem), ou la Caisse nationale de l'assurance chômage (Cnac) sont les différents dispositifs mis en place pour aider les jeunes à créer leur propre entreprise.

Des micro-entreprises dont la plupart d'entre elles se sont rapidement essoufflées. Pourquoi la plupart d'entre elles ont vite mis la clé sous le paillasson ?

Pourquoi cet échec et pourquoi ces entreprises ne remboursent-elles pas leurs crédits ? Quel est leur impact sur l'économie nationale ? Autant de questions qui restent sans réponse.

La raison ? Selon Djamel Djerad, qui est intervenu hier au forum d'*El Moudjahid* consacré à la micro-finance, en tant que phénomène porteur de pratiques nouvelles favorisant le développement, aucune étude ne s'est faite dans ce domaine.

«Les institutions mises en place pour accompagner les porteurs de projets depuis la création de l'entreprise jusqu'à son développement ne suivent pas ces entreprises pour les aider», a indiqué l'intervenant.

Pour ce dernier, il faudra un suivi et un contrôle rigoureux pour la bonne croissance de ces entreprises.

L'autre problématique évoquée par cet expert est l'inexistence en Algérie d'une institution spécialisée dans la micro-finance.

Ainsi, les jeunes promotteurs, se retrouvent dans l'obligation de passer par le circuit banquier classique, soit les banques publiques. Or ces dernières ne sont pas intéressées par de tels produits.

Sur la question du non-remboursement, le conférencier a précisé que le promotteur estime que le budget de l'Etat lui revient.

Les opportunités offertes aux jeunes pour devenir chef d'entreprise sont, certes, nombreuses mais qu'en est-il de leur efficacité ?

Les obstacles rencontrés dans la réalisation du microcrédit sont en lien direct avec l'introduction récente de la Cnac et de l'Ansej, estiment, de leur côté, les représentants de ces deux institutions.

S. A.

Photo : DR

Un suivi et un contrôle rigoureux sont indispensables.

SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE DE LA WILAYA D'ALGER

Le tourisme en débat

Les travaux de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger se sont ouverts hier et dureront deux jours. Au cours de cette session, seront débattus plusieurs dossiers, à savoir la culture, le tourisme, les loisirs, les sites historiques et l'environnement.

Intervenant lors de ces travaux, le directeur du tourisme a indiqué que la capitale a enregistré 500 000 touristes étrangers en 2008. Il mettra le point sur le manque d'infrastructures hôtelières où l'on compte seulement 141 hôtels. Par la même, il a soulevé le problème du manque de professionnalisme des gérants des établissements hôteliers et celui de la vétusté.

«La plupart de ces hôtels datent de l'époque coloniale», dira-t-il. A cela s'ajoute la mauvaise qualité du service.

Quant aux prix, l'intervenant a souligné que «la chambre simple coûte plus que le double du Smig dans la majorité des hôtels cinq étoiles. Il atteint 75 % du Snmg dans les établissements hôteliers trois étoiles».

Par ailleurs, le responsable du tourisme a indiqué que sur les 296 agences de voyages implantées à travers la capitale, 60% sont spécialisées dans les services de billetterie et 30% dans l'organisation des voyages.

«Seulement 10% de ces agences œuvrent pour attirer les touristes étrangers vers les différents sites touristiques de notre pays.»

Rym Nasri